

International

ENLÈVEMENT DE MADURO AU VENEZUELA : AMERICA FIRST EN AMÉRIQUE LATINE

Jean-Jacques Kourliandsky

06/02/2026

Le second mandat de Donald Trump à la tête des États-Unis a pris une tournure radicale le 3 janvier 2026, lors de l'intervention au Venezuela et l'enlèvement de son président Nicolás Maduro. Entre ingérence américaine et diplomatie musclée, l'Amérique latine est la cible d'une politique d'*America First*. Jean-Jacques Kourliandsky, directeur de l'Observatoire de l'Amérique latine et des Caraïbes de la Fondation, analyse la cohérence globale de la diplomatie trumpienne, à travers le cas vénézuélien et ses différentes interprétations internationales.

L'intervention armée des États-Unis sur le territoire d'un pays souverain, le Venezuela, l'enlèvement de son président le 3 janvier 2026 et son transfert forcé à New York ont interpellé les défenseurs du droit international et de la Charte des Nations unies, perçue comme l'instrument seul susceptible de fournir les outils légitimes permettant de régler pacifiquement un contentieux interétatique.

La légitimité ou l'illégitimité de cet acte devraient trouver leur cohérence dans la politique extérieure mise en place par le président Donald Trump, entré en fonction le 20 janvier 2025. Celle-ci a pourtant peiné – et peine parfois encore – à être interprétée, voire comprise, non seulement par les experts, mais aussi par les responsables politiques des autres pays. Un désordre interprétatif a imposé sa « vérité », parallèlement à celui des commentaires publics et des réactions gouvernementales.

Les uns et les autres ont pris acte de la violence diplomatique de Donald Trump, sans trouver la réponse qui permettrait de réinscrire l'action étatsunienne dans le cadre du droit international, y compris dans l'histoire diplomatique et idéologique des États-Unis. Sans doute, comme l'a signalé avec pertinence le professeur canadien Quinn Slobodian, « si nous avons tant de peine à saisir ce qui se passe aux États-Unis, c'est notamment parce que cela nécessite que nous sortions de notre

traditionnel cadre de référence¹ ».

Quelle est donc la ligne de conduite extérieure de Donald Trump ? Sur quels principes repose sa vision du monde ? A-t-il une doctrine en la matière ? Cible-t-il avant tout l'Amérique latine ? Autant de questions qui permettraient, si des réponses étaient apportées, d'essayer d'anticiper, de prévoir et de prévenir le futur proche.

La confusion, pour l'instant, est la règle. Divers auteurs se sont engagés dans des lectures interprétatives parallèles. Les gouvernants réagissent dans le désordre. Le président des États-Unis, incontestablement, joue du trouble qu'il a créé et bénéficie, de fait, d'une marge d'impunité importante.

La publication au mois de novembre dernier d'une sorte de livre blanc sur la sécurité nationale des États-Unis (*National Security Strategy of the United States*) a surpris. L'Amérique latine est priorisée dans la partie consacrée aux enjeux régionaux, tandis que l'Asie est reléguée au point B. Le document consacre plus de trois pages à l'hémisphère occidental, deux et demi à l'Europe, deux au Proche-Orient et moins d'un feuillet à l'Afrique².

Ce choix et l'argumentaire qui l'accompagne permettent de mettre en place quelques pièces d'un puzzle souvent analysé de façon compartimentée. Un exemple suffit : le déploiement spectaculaire, en septembre et octobre 2025, d'une armada militaire nord-américaine en mer des Caraïbes a focalisé l'interprétation de la diplomatie trumpienne sur la relation bilatérale Washington-Caracas. Au lendemain de l'opération d'enlèvement du président Nicolás Maduro, Donald Trump a pourtant annoncé d'autres ingérences concernant la Colombie, Cuba, le Danemark (Groenland), l'Iran et le Mexique : soit trois pays latino-américains, un européen et un asiatique. Le tout après avoir fait bombarder, le 25 décembre 2025, le nord-ouest du Nigéria, pays africain.

Comment comprendre ces violences militarisées tous azimuts ? Comment interpréter le fait qu'elles visent pour une bonne part les pays d'Amérique latine ? Quelle est la cohérence globale d'initiatives justifiées de façon hétéroclite : combat contre le trafic de stupéfiants au Venezuela et en Colombie, sécurité nationale au Groenland, défense des droits humains en Iran, défense des chrétiens au Nigéria, emprise chinoise au Panama et au Venezuela ?

FAI – foire aux interprétations

Reflet de la difficulté à comprendre le cap donné à la présence au monde des États-Unis par Donald Trump, les interprétations proposées sont multiples et pas toujours compatibles. Partis et

responsables politiques se partagent entre ceux qui ont approuvé, ceux qui ont critiqué et condamné, et ceux qui ont tenté de jouer sur les deux tableaux.

Les inconditionnels, qui identifient leurs intérêts à ceux des États-Unis définis par Donald Trump, l'ont pour la plupart côtoyé à l'occasion d'activités idéologiques organisées par le secteur le plus engagé dans la voie néolibérale du Parti républicain, le Conservative Political Action Conference (CPAC), ainsi que par le Forum de Madrid, créé par la formation d'extrême droite espagnole Vox³.

Le soutien le plus manifeste est celui du chef de l'État argentin, Javier Milei, qui s'est réjoui de l'enlèvement du président vénézuélien Nicolás Maduro. D'autres chefs d'État latino-américains – en Bolivie, en Équateur, au Paraguay et au Salvador – ont adopté la même position ou ont exprimé une forme de compréhension, à l'instar du Costa Rica et de la République dominicaine. En Europe, Giorgia Meloni, présidente italienne du Conseil des ministres, a également considéré « légitime » l'enlèvement du président vénézuélien⁴. José Antonio Kast, candidat du Parti républicain chilien élu en décembre 2025, a lui aussi soutenu l'opération, tout comme le parti espagnol Vox et la présidente de la Région madrilène, Isabel Diaz Ayuso, membre du Parti populaire espagnol.

Par ailleurs, des partis politiques et des responsables de droite et de centre droit ont, de fait, accordé des circonstances atténuantes au président des États-Unis en raison du caractère « dictatorial » du régime vénézuélien. C'est, en France, le cas du président Emmanuel Macron et de plusieurs responsables du parti Les Républicains (LR).

Cette option ne fait toutefois pas l'unanimité chez les nationalistes radicaux. Le parti français d'extrême droite, le Rassemblement national, tout en signalant son rejet du régime vénézuélien, a condamné l'initiative étatsunienne au nom du droit international, au motif qu'il garantit le respect de la souveraineté des États. Cette position a aussi été celle de l'extrême droite allemande bien que sur un mode d'expression plus discret. La Hongrie de Viktor Orbán n'a quant à elle ni condamné ni apporté de soutien.

Le Premier ministre slovaque, Robert Fico, a rejeté ce qu'il a qualifié de « perturbation de l'ordre international ». Plusieurs gouvernants de droite légaliste, au Pérou ou en Suisse, ont également regretté le non-respect du droit international, tout en rappelant la nécessité de condamner le régime vénézuélien, qualifié de dictature, pour ses manquements aux droits démocratiques et humains.

Il convient de noter que beaucoup de ces prises de position ont mêlé critique ou condamnation de l'intervention militaire étatsunienne à une condamnation du régime vénézuélien, jugé liberticide.

Cette association a parfois rendu confuses, voire incompréhensibles, les positions exprimées. C'est par exemple le cas des communiqués publiés par le Guatemala ou par l'Union européenne.

Les chefs d'État de sensibilité progressiste ont condamné l'enlèvement de Nicolás Maduro au nom de la défense du droit international, du respect de la souveraineté, du règlement pacifique des différends et de la Charte des Nations unies. Plusieurs d'entre eux ont affiché leur condamnation de l'acte et renouvelé leur soutien au droit international et au multilatéralisme. Les présidents brésilien, chilien, colombien, mexicain, uruguayen ont ainsi cosigné une déclaration commune avec le président du gouvernement espagnol⁵. La présidente, sortante, mais toujours en exercice du Honduras, a également condamné l'intervention des États-Unis au Venezuela.

Cette condamnation a été reprise par des formations de gauche européennes et latino-américaines, parfois en précisant que cette condamnation ne constituait aucun blanc-seing pour le régime. Ce point de vue a notamment été exprimé par le candidat de gauche à l'élection présidentielle colombienne du 31 mai 2026, Ivan Cepeda : « Le débat n'est pas de savoir si Maduro est un dictateur ou non [...]. Notre gouvernement n'a pas reconnu la légitimité des élections [NDLR : la présidentielle vénézuélienne du 24 juillet 2024] [...] Il s'agit de la dérogation à l'ordre international fondé sur le droit et le respect de la souveraineté des États⁶ ».

Les journalistes, les « experts », les universitaires ont tenté d'apporter, au-delà de la condamnation ou de l'approbation, des éléments de compréhension à l'événement, en se référant aux sciences morales et politiques, aux théories de relations internationales, à l'histoire des rapports entre nations, à l'histoire des États-Unis et de leur rapport à l'Amérique latine, entre autres.

Quelques-uns ont approuvé l'enlèvement du président vénézuélien, considérant que la priorité était de neutraliser un chef d'État ayant commis de graves violations des droits humains. L'historienne vénézuélienne Elizabeth Burgos, se plaçant sur ce terrain, a critiqué les observateurs [NDLR : non vénézuéliens] qui « ne pensent pas que 90% des gens [...] sont pour une intervention américaine ». Elle ajoute : « parmi les observateurs, personne ne semble penser à cela : on pense au droit international, mais pas aux gens. [...] La souffrance du peuple vénézuélien est énorme ; mais on fait comme si elle n'existait pas⁷ ».

Dans le même registre, d'autres commentateurs ont estimé que le justificatif avancé par Donald Trump – présentant le président vénézuélien comme le chef d'un cartel de la drogue – était fondé. Ainsi, le romancier italien Roberto Saviano écrit que « le Venezuela est un "État hub" qui présente des formes avancées de narco-étatisme⁸ ».

Une forme de sidération a saisi beaucoup d'observateurs, au point qu'ils ont exposé leur perplexité et leur incapacité temporaire à fournir des clefs explicatives aux actes internationaux de Donald Trump. Omar Vázquez Heredia a intitulé ses interrogations, publiées par la revue trimestrielle *Nueva Sociedad*, « Le Venezuela à l'heure de la perplexité⁹ ».

Un segment de ce groupe a mis en évidence l'affirmation, par Donald Trump, d'une nouvelle forme de relation entre États, qualifiée par certains de loi de la jungle et par d'autres de « raison du plus fort ». Le politologue Ian Bremmer résume son diagnostic ainsi : « La politique extérieure de Trump ne suit pas les voies traditionnelles d'alliés contre adversaires, de démocraties contre autocraties, ni de concurrences stratégiques contre coopération. Ses calculs sont plus simples. Si l'autre partie a quelque chose qui l'intéresse, la question est : a-t-elle la capacité de riposter et de le faire efficacement ? Si la réponse est non, il passe à l'action ; si la réponse est oui, il négocie pour trouver un accord¹⁰ ».

Ce point de vue a été celui de la presse hebdomadaire allemande et italienne. La page de couverture du *Der Spiegel*, le 9 janvier 2026, a sous-titré un Donald Trump plantant un drapeau des États-Unis sur le Venezuela *Alles meins !* (« Tout est à moi ! ») tandis que *L'Espresso* à Milan comparait Trump au « Dictateur » de Charlie Chaplin, « Il Grande Dittatore ».

Nombre d'observateurs ont priorisé une autre approche, découplant l'illibéralisme et l'autoritarisme du régime vénézuélien et la violation des « principes fondateurs de l'ordre international contemporain¹¹ » jugés centraux en cette affaire. « Peu importe », a par exemple écrit Clara Gérard-Rodriguez : « les crimes de Nicolas Maduro, ou la façon dont il a été élu, ne justifient pas l'opération lancée par Donald Trump contre ce pays d'Amérique du Sud¹² ».

Certains observateurs ont tenté de trouver une cohérence plus sophistiquée et civilisationnelle aux initiatives rupturistes de Donald Trump en politique internationale. Ils ont essayé de relier cette politique à la doctrine Monroe, non sans raison d'apparence évidente, le président nord-américain y faisant référence dans sa feuille de route internationale¹³ *White House, op. cit.*¹⁴. Le chroniqueur du quotidien conservateur espagnol *El Mundo*, Pablo R. Suanzes, a donné sa version du corollaire Trump à la doctrine Monroe. La diplomatie de Trump a-t-il argumenté est une diplomatie de sphères d'influence¹⁵. Variante de la référence à cette évaluation, le journaliste et écrivain Gilles Paris a souligné, dans le quotidien français *Le Monde*, l'importance du mot d'ordre passepartout de Donald Trump, « L'Amérique d'abord » (*America First*), comme composante essentielle du « corollaire Trump¹⁶ ».

D'autres auteurs ont eu recours au concept d'impérialisme à l'égard de l'Amérique latine pour

décrire l'intervention nord-américaine à Caracas. « De nombreux spécialistes s'accordaient pour dire que les États-Unis avaient perdu l'Amérique latine », ont écrit l'historien Olivier Compagnon et le sociologue Franck Poupeau. « Un esprit de reconquête [...] s'est installé à Washington. [...] le président Donald Trump renoue avec un impérialisme étatsunien brutal envers l'Amérique latine¹⁷. » Le philosophe brésilien Vladimir Safatle a « pioché » dans une boîte à outils conceptuels voisine, qualifiant l'acte d'enlèvement du président vénézuélien de néocolonial et d'impérial, en l'assimilant à un processus de colonisation. « L'attaque étatsunienne au Venezuela [...] est un retour aux pratiques explicites de pillage [...] caractérisant l'histoire de l'accumulation primitive. [...] La seule nouveauté est que pour la première fois l'ordre global va se reconstruire sans hégémonie européenne¹⁸ ».

Recevez chaque semaine toutes nos analyses dans votre boîte mail

[Abonnez-vous](#)

Venezuela et diplomatie trumpienne

L'action armée des États-Unis au Venezuela a interpellé le monde politique, universitaire et journalistique, ainsi que les opinions publiques. La rupture assumée et revendiquée avec l'ordre international issu du deuxième conflit mondial – longtemps considéré comme immuable – a littéralement sidéré. Cet ordre organisait une société internationale multilatérale fondée sur le respect du droit, des souverainetés et d'un socle de droits humains, sous la tutelle d'une institution commune : l'Organisation des Nations unies (ONU). Ce choc a dérégulé l'entendement des « influenceurs » médiatiques, des chercheurs et des gouvernements. On comprend ainsi la richesse et la diversité des interprétations rappelées ci-dessus.

L'initiative armée du président des États-Unis a un mérite qu'il convient de reconnaître. Elle permet de comprendre de façon plus lisible les orientations de la diplomatie trumpienne. Des jalons avaient été posés depuis sa prise de fonction – ingérences de nature diverse, déclarations va-t-en guerre, textes officiels signalant des appétits matériels – sans que pour autant il ait été possible d'admettre raisonnablement la mise en œuvre effective des objectifs affichés par Donald Trump, faute d'expérimentation.

Le premier constat qui s'imposait pourtant était celui de la place, *a priori* insolite, de l'Amérique latine. Les premiers gestes forts du président des États-Unis avaient ciblé Panama, dont le canal avait été présenté par Donald Trump comme étant accaparé par la Chine. Il avait parallèlement dénoncé la Colombie et le Mexique comme émetteurs d'agressions directes, migratoires et/ou d'exportation de stupéfiants. Les mises en garde du président nord-américain ont très vite été suivies de décisions et de pressions directes sur les autorités panaméennes pour forcer le départ d'entreprises chinoises et mettre en place des ponts aériens de ressortissants latino-américains en direction de leurs pays d'origine, considérés indifféremment jusque-là comme amis ou adversaires idéologiques du Parti républicain. Des autorités de droite – Équateur, Panama – comme de gauche – Colombie, Venezuela – avaient été visées par ces mesures. Ultérieurement tous les pays, signalés profiteurs indus de facilités d'accès au marché des États-Unis, avaient été ciblés par des sanctions commerciales. L'étape suivante a consisté à intervenir dans les campagnes électorales de pays latino-américains afin de favoriser l'élection de candidats législatifs ou présidentiels jugés ouverts aux sollicitations des États-Unis.

Chronologiquement, les États-Unis ont apporté un appui à l'ex-président d'extrême droite Jair Bolsonaro, mis en examen pour complicité de coup d'État et donc menacé d'inéligibilité à l'élection présidentielle de 2026. Cet appui s'est matérialisé en juillet 2025 par des sanctions visant le juge en charge du dossier et le ministre de la Justice. Puis, en octobre, l'Argentine, en pleine élection de mi-mandat, a été soumise à un chantage financier si les candidats de La Liberté Avance (LLA), formation d'extrême droite du chef de l'État Javier Milei, ne remportaient pas la consultation. Enfin, en novembre, Donald Trump a fait libérer l'ex-président hondurien, Juan Orlando Hernández, condamné par un tribunal des États-Unis en 2024 à quarante-cinq ans de prison pour participation à un trafic des stupéfiants, membre, comme l'un des candidats aux présidentielles du Parti national, Nasry « Tito » Asfura¹⁹.

Le document présentant les grandes orientations de politique étrangère des États-Unis confirme officiellement que ces initiatives multiples ayant visé l'Amérique latine n'étaient pas le fruit du hasard. Donald Trump a volontairement priorisé dans ses choix extérieurs l'Amérique latine. Diverses mesures d'accompagnement adoptées depuis sa prise de fonction ont symboliquement marqué l'appropriation de cet étranger proche : suspension de la collaboration auprès de la Maison-Blanche d'un conseiller gastronomique d'origine espagnole ; fermeture du site en espagnol de la Maison-Blanche ; redénomination du Golfe du Mexique en Golfe de l'Amérique ; commémoration de la victoire de 1898 sur l'Espagne²⁰ ; désignation comme Secrétaire d'État (ministre des Affaires étrangères) d'un élu de Floride, représentatif de l'exil cubain anticastriste, Marco Rubio.

La primeur réservée à l'Amérique latine dans ce livre blanc de sécurité nationale n'était sans doute

pas attendue, ni par les gouvernements d'Amérique latine ni par ceux du reste du monde. Cette région n'occupait plus, depuis la fin de la guerre froide, une place diplomatique prioritaire. Pourtant, l'évidence du texte impose cette hiérarchie géopolitique. Il en énonce les raisons : contrôle des frontières nationales – flux migratoires et trafics de stupéfiants –, reconstitution des complémentarités économiques – commerciales, énergétiques, minérales – au profit des États-Unis... Autant de sujets sortis des priorités présidentielles nord-américaines depuis plusieurs années.

Cette priorité géographique propose une lecture de l'ingérence nord-américaine centrée sur l'Amérique latine : restaurer, dans l'hémisphère occidental, la prééminence étatsunienne (« américaine », dit le texte).

Cette « prééminence » peut-elle être qualifiée de doctrine Monroe actualisée ? La référence historique est impropre et anachronique. En 1823, le président Monroe a énoncé une doctrine visant non pas à imposer une suzeraineté au reste du continent, mais à défendre les États-Unis – État alors modeste, par sa superficie, sa population, son économie et ses capacités militaires – contre des ingérences européennes bien réelles. L'Empire russe avait des ambitions territoriales au sud de l'Alaska ; l'Espagne, appuyée par la Sainte-Alliance, entendait reconquérir son espace colonial américain en perdition ; la France n'avait pas renoncé à Saint-Domingue, perdue en 1804 ; et l'Angleterre avait, en 1812, guerroyé contre les États-Unis. Donald Trump a repris à son compte l'interprétation de ceux qui, pour critiquer les ingérences des États-Unis en Amérique latine, se sont référés à la « doctrine Monroe ». Cette captation sémantique, à contre-pied, a le mérite de la clarté. Quelle que soit sa dénomination, cette ambition exprime l'intention d'imposer un recentrage de l'hémisphère occidental sur les États-Unis, commercialement, diplomatiquement et économiquement.

« L'affaire » vénézuélienne, engagée au nom du combat contre Nicolás Maduro, s'est poursuivie par une captation des ressources pétrolières du pays. La palette de justificatifs utilisée par Donald Trump doit donc être hiérarchisée. Le combat contre le trafic de stupéfiants et les flux migratoires lui importent, parce qu'ils sont le reflet d'une réalité indéniable, mais aussi parce qu'ils ont de fortes résonances électorales en 2026, année de législatives de mi-mandat. Le 2 janvier 2026, la presse des États-Unis comme la presse internationale accordaient une place importante à la prise de fonction du maire démocrate de New York, Zohran Mamdani, né en Afrique dans une famille musulmane d'origine indienne. Il incarnait une diversité que le document de sécurité nationale présente comme l'une des causes de la décadence européenne. Dans un entretien accordé au média Politico, Donald Trump avait ciblé le maire de Londres : « un maire du nom de Khan », jugé « horrible », ajoutant que « leur politique d'immigration est un désastre²¹ ». Le 3 janvier 2026, au

matin de l'enlèvement du chef d'État vénézuélien, Zohran Mamdani ne faisait plus la une des télévisions et des journaux.

Cette intervention a, par ailleurs, respecté un *modus operandi* porteur de sous-entendus électoraux. Donald Trump a été élu par un électorat hostile aux interventions extérieures lourdes, coûteuses et surtout meurtrières. L'opération de Caracas a donc été présentée comme techniquement exemplaire et sans pertes humaines « américaines ».

Au-delà de ces considérations, le facteur économique est évident. Il peut être énergétique, comme au Venezuela, mais aussi géoéconomique et stratégique, comme dans le cas de la reprise en main de Panama et de son canal. Le tout s'inscrit dans une volonté de réduire l'espace occupé par la Chine en Amérique latine depuis une vingtaine d'années. Les récents accords bilatéraux passés entre Pékin et Washington renforcent cette lecture : ils visent à réorienter l'achat de soja par la Chine, de l'Argentine et du Brésil, vers les États-Unis.

On notera, enfin, que le président des États-Unis se soucie peu – sauf à en instrumentaliser le sens à des fins opportunes – de la défense des droits humains et des libertés. Ceux-ci ont été, par conviction ou par convenance, la bannière utilisée par ses prédécesseurs pour intervenir dans les affaires d'autres États. Le déroulé de l'intervention au Venezuela est, de ce point de vue, révélateur. La séquestration du président Maduro n'a répondu à aucune intention idéologique. Delcy Rodríguez, présidente intérimaire, est tout aussi « bolivarienne » que Nicolás Maduro. Ils appartiennent à la même famille politique et entretiennent des relations étroites, issues de cette proximité partisane ancienne. Non seulement Donald Trump ne l'a pas fait enlever, mais il l'a adoubée comme présidente.

L'essentiel, pour lui, était de disposer d'un interlocuteur contrôlant effectivement le territoire et connaissant le dossier énergétique – elle a été ministre des Hydrocarbures –, ce que ne pouvait offrir la représentante la plus médiatisée de l'opposition, María Corina Machado, pourtant proche de réseaux d'extrême droite liés au Parti républicain et au Forum de Madrid créé par Vox. L'abandon de Jair Bolsonaro, allié préférentiel pendant longtemps, rencontré dans différents lieux idéologiquement supposés communs, a été concomitant à son emprisonnement. Il est devenu politiquement inutile, dans la mesure où il était désormais hors-jeu. Dans un entretien accordé au média numérique Politico, Donald Trump a clairement indiqué que ses partenaires de choix étaient des gagnants, comme Javier Milei : il a soutenu sa campagne électorale publiquement, et Milei a su valoriser cet appui en remportant la consultation²².

Cette option préférentielle pour l'Amérique latine n'est pas exclusive. Depuis un an, Donald Trump a

multiplié les actes unilatéraux sur plusieurs horizons géographiques. Il a imposé au monde entier des taxes douanières « à la carte », plus ou moins élevées selon la flexibilité des pays interlocuteurs. Il a rompu avec le système des Nations unies sur des questions qu'il juge inutiles : la culture – sortie de l'Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture (Unesco) – et ce qu'il considère comme des entraves au déploiement économique des États-Unis – sortie d'organisations de protection de l'environnement et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

Il a bombardé des États qu'il présente comme susceptibles d'entraver le libre passage du commerce maritime des États-Unis, comme le Yémen, situé sur la mer Rouge, au débouché du canal de Suez. Il a apporté un soutien à Israël, seul État susceptible, selon lui, de « sous-traiter » une police régionale au Proche-Orient et de garantir l'accès à des réserves pétrolières. Il a également fait bombarder les installations nucléaires de l'Iran, État pétrolier dont le gouvernement est hostile aux États-Unis. Il a annoncé une importante fourniture d'armements aux autorités de Taipei afin de contrôler le détroit de Taïwan, point de friction majeur avec la Chine continentale. Enfin, il a bombardé le nord-ouest du Nigéria, principal État pétrolier d'Afrique, afin, selon ses termes, de « défendre les chrétiens ».

Loin donc de se limiter à un espace d'influence réservé à l'Amérique latine, malgré l'instrumentalisation anachronique – mais médiatiquement efficace – de la doctrine Monroe, il entend imposer au monde entier une conception égocentrique et impériale de la diplomatie, afin de restaurer la splendeur et la puissance des États-Unis. L'Amérique latine constitue, dans ce contexte, un « étranger proche », dépourvu de capacités de défense comparables, ce qui facilite la mise en œuvre d'une « diplomatie Monopoly » : l'accaparement de ressources destinées à renforcer le périmètre de la puissance nord-américaine.

Ce faisant, les États-Unis transmettent au monde l'image d'un pays n'hésitant pas à mettre ses ambitions en actes, fussent-ils violents et contraires à toute légalité internationale : un message à vocation universelle, sur le mode « à bon entendeur... ».

1. Quinn Slobodian, « Renverser l'ordre international de 1945 est un pari risqué pour les États-Unis », *Le Monde*, 14 janvier 2026.
2. White House, *National Security Strategy of the United States of America*, Washington, novembre 2025
3. Jean-Jacques Kourliandsky, « Vox, carrefour des extrêmes droites américaines, européennes et israélienne », *Fondation Jean-Jaurès*, 3 juillet 2024.
4. Florian Chaaban, « Venezuela : l'Union européenne appelle au respect du droit international », *Touteleurope.eu*, 5 janvier 2026.
5. Ministerio de Relaciones Exteriores, Comunicado de Prensa, Bogotá, 4 janvier 2026.

6. Ivan Cepeda, Candidato presidencial en Colombia, « La política de Trump lleva a la tercera guerra mundial », *El País*, 8 janvier 2026.
7. Elizabeth Burgos, « Les États-Unis n'ont pas envahi le Venezuela, ils sont intervenus contre une bande de mercenaires », *Le Figaro*, 6 janvier 2026.
8. Roberto Saviano, « Le Venezuela utilise la drogue pour faire perdurer le pouvoir », *Le Monde*, 8 janvier 2026.
9. Omar Vázquez Heredia, « Venezuela : la hora de la perplejidad », *Nueva Sociedad*, janvier 2026.
10. Ian Bremmer, « La ley de la jungla en el mundo de Trump », *El País*, 9 janvier 2026.
11. Clara Gérard-Rodríguez, « L'intervention au Venezuela viole les principes fondateurs de l'ordre légal international contemporain », *Le Monde*, 6 janvier 2026.
12. Ibid.
15. Pablo R. Suanzes, « El corolario Trump », *El Mundo*, 4 janvier 2026.
16. Gilles Paris, « Pour la Maison Blanche, « l'Amérique d'abord » passe par Caracas », *Le Monde*, 6 janvier 2026.
17. Olivier Compagnon, Franck Poupeau, « Un esprit de reconquête s'est installé à Washington », *Le Monde*, 7 janvier 2026.
18. Vladimir Safatle, « Bem-vindos ao colonialism 3.0 », *Carta Capital*, 4 janvier 2026.
19. Jean-Jacques Kourliandsky, « Le néo-annexionnisme de Donald Trump : doctrine Monroe ou doctrine Panama », *Fondation Jean Jaurès*, 10 mars 2025.
20. [White House](#), « Presidential Message on the Anniversary of our Victory in the Spanish American War », 10 décembre 2025.
21. Dasha Burns, « Interview with Donald Trump », *Politico*, 8 décembre 2025.
22. Dasha Burns, « I've endorsed (...) Milei, Argentina. He was losing in the election, and I endorsed him, and he won in a landslide », *op. cit.*